

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 11/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GXO LOGISTICS FRANCE**

1 rond point du Général Eisenhower

Golf Park - bâtiment F

31100 Toulouse

Références : 255/2023  
Code AIOT : 0010000854

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE implanté 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 Le Malesherbois. L'inspection a été annoncée le 29/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GXO LOGISTICS FRANCE
- 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 Le Malesherbois
- Code AIOT : 0010000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est exploité par la société GXO LOGISTICS FRANCE sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2004 modifié le 21 juillet 2015. L'entrepôt est actuellement soumis au régime de l'autorisation notamment au titre des rubriques n° 4320, 4321, 4331, 4511 et 4755 de la nomenclature des installations classées. Ce site est classé SEVESO « seuil bas ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des suites de la visite précédente du 27/04/2022,
- Etat des stocks,
- Protection foudre,
- Vérification des portes coupe-feu,
- Système d'extinction incendie,
- Plan de défense incendie, POI et exercices,
- Le cas échéant, gestion des systèmes frigorifiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	(ex Point 4)- circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	(ex Point 4)- circulation dans l'établissement -2	Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	(ex Point 8)- rétention déportée	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	(ex Point 8bis) - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	(ex Point 17)- Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	(ex Point 18)- flux thermiques et réserves d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1 et 5.4.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	(ex Point 20)- Débourbeur/d'éshuileur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	(ex Point 21) – Débourbeur/d'éshuileur-station service	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article Art. 4.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
15	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre-2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
18	Système d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	(ex Point 1)- Présence de groupes froids	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 557-14-1 et L. 557-28	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 annexe II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II	/	Sans objet
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II	/	Sans objet
8	(ex Point 12)- Conditions de stockage-rack	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
11	Exercice de défense contre l'incendie/exercice POI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II	/	Sans objet
19	Système d'extinction incendie – Tests	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II	/	Sans objet
21	(ex Point 1)- Présence de groupes froids contenant des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art. 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks daté du 12/04/2023. L'exploitant a indiqué que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et qu'il est mis dans la mallette POI également quotidiennement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks daté du 12/04/2023.  Cet état des stocks ne présente pas d'anomalies par rapport aux quantités autorisées.  L'exploitant a indiqué que si un produit/palette est cassé, il reste comptabilisé en tant que produit intact dans l'état des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Etat des matières stockées d'information de la population**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks daté du 12/04/2023.  L'exploitant considère que la 2e colonne de l'état des stocks fait office d'information vulgarisée des produits stockés. Il est mentionné dans cette colonne « matière combustible », « solide inflammable », « liquide combustible » ou « liquide inflammable ». L'inspection n'a pas de remarque sur les éléments apportés par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : (ex Point 4)-circulation dans l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circulation, accès et formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.  L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.  Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.  Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> C1: Les conditions de gardiennage sont en écart. (ex C7)
<b>Observations :</b> cf partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 5 : (ex Point 4)-circulation dans l'établissement-2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, circulation, accès et formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.</p> <p>Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C2 :</b> L'exploitant ne justifie pas que le personnel de gardiennage a reçu une formation spécifique aux installations et risques encourus. (ex C9)</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que le service de sécurité dispose de fiches réflexes concernant le filtrage et la sécurité. L'exploitant a présenté le contrat avec SECURITAS mentionnant la nature et la fréquence des consignes que doit assurer le service de gardiennage. A noter que la société SECURITAS n'est pas habilitée/autorisée à pénétrer dans les bâtiments d'exploitation. A titre d'exemple, les levées de doute sont effectuées par le personnel GXO. Aussi, le constat C8 de la visite précédente est soldé.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une formation sur les risques liés aux installations est prévue en avril 2023. L'exploitant transmettra les justificatifs de réalisation de cette formation. Dans l'attente, le constat C9 de la visite précédente est maintenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : (ex Point 8)-rétention déportée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention déportée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 5.2.4 [...] Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure de 3000 m <sup>3</sup> .  Art. 5.2.5 Lorsqu'elle est nécessaire, la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé, s'il existe (cas d'un dispositif passif). [...] En cas de dispositif de confinement extérieur au bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers ce confinement. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, ces systèmes sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel.
<b>Constats :</b> <b>C3 :</b> L'exploitant ne justifie pas, en permanence, du volume utile du bassin de rétention de 3 000 m <sup>3</sup> . (ex C12)
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection, l'inspection a constaté que la toise ne comportait aucune marque de peinture, cette dernière ayant été effacée par le soleil et les intempéries. L'inspection a constaté que le bassin de rétention contenait de l'eau. Aussi, l'exploitant ne justifie toujours pas du volume utile du bassin de rétention.  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que des travaux de débroussaillage autour du bassin sont programmés prochainement. De plus, l'exploitant a prévu la mise en place, pour fin avril 2023, d'une mesure pérenne consistant en l'installation d'une pompe de relevage asservie à un niveau bas. Ce dispositif permettra de justifier d'un volume utile permanent dans le bassin. Lors de la visite, le prestataire de la société OLASS a indiqué que cette pompe de relevage est également asservie au sprinklage permettant sa mise à l'arrêt en cas d'incendie. L'inspection prend note de la mise en oeuvre de cette mesure corrective pérenne. Néanmoins, dans l'attente de justificatifs de mise en oeuvre, l'écart est maintenu.  De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté que la vidange du petit bassin de rétention des eaux pluviales était en cours et l'exploitant a indiqué qu'à la suite, le prestataire est chargé de vider le bassin de rétention de 3000 m <sup>3</sup> .  Enfin, lors de la visite, l'inspection a constaté que le prestataire OLASS était en train de finaliser le remplacement de la vanne de barrage motorisée du B4. Cette vanne de barrage sera en permanence fermée et asservie au sprinklage permettant son ouverture en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : (ex Point 8bis) - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif automatique d'obturation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/12/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 11 annexe II AM 11/04/2017 [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...]  Art. 3.1.3.2. AP 10/12/2004 Isolement du site Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Cet isolement est réalisé par asservissement des vannes d'isolement au système d'extinction automatique d'incendie ou par tout système équivalent. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> <b>C4</b> : Le bassin de rétention externe de 3 000 m <sup>3</sup> dans lequel sont susceptibles d'être recueillies des eaux susceptibles d'être polluées ou des eaux d'incendie n'est pas muni d'un dispositif automatique d'obturation et asservi au système d'extinction automatique incendie. (ex C13)
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un devis signé de la société OLASS pour la mise en place d'un dispositif d'obturation automatique asservi au sprinklage. L'exploitant a indiqué que ces travaux sont prévus pour fin avril. Dans l'attente des justificatifs de mise en œuvre de ce dispositif d'obturation automatique, l'écart C13 de la visite précédente est maintenu.
<b>Pour rappel, la disposition 1.4.a) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 est échue depuis le 07/01/2023 et n'est donc pas respectée à la date de la présente visite.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : (ex Point 12)-Conditions de stockage-rack**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage-rack
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p> <p>La hauteur de stockage en rayonnage ou en paletier est au maximum égale à l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 8 mètres en l'absence de système d'extinction automatique ;</li><li>- 12,7 mètres en présence d'un système d'extinction automatique hors rack ;</li><li>- 20 mètres en présence d'un système d'extinction automatique sur rack.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Par sondage, l'inspection a demandé la fiche de données sécurité relative à de l'allume feu liquide. <p>La FDS indique que ce produit est classé en rubrique 1436.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'écart concernant les modalités de stockage de ce liquide inflammable ou la localisation de stockage.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'écart aux modalités de stockage.</p> <p>cf partie confidentielle</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : (ex Point 17)-Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce POI devra prendre en compte la présence d'établissements à risques situés à proximité de l'entrepôt.</p> <p>[...]</p>

<p>Ce plan est également transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Des exercices sont réalisés tous les 2 ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p>
<p><b>Constats</b> : <b>C5</b> : Le POI version du 04/01/2023 est incomplet puisqu'il ne comprend pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site.</p>
<p><b>Observations</b> : Lors des échanges précédents, l'exploitant a transmis un POI version du 04/01/2023 et de sa transmission au SDIS le 19/01/2023.</p> <p>Par ailleurs, le POI transmis est incomplet. En effet, les dispositions suivantes prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et rappelé dans son annexe V ne sont pas mentionnées dans le POI version 04/01/2023 :</p> <p>[...] le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul> <p>Pour rappel, ces éléments sont applicables respectivement depuis le 01/01/2023 et le 01/01/2022 (spécifiquement pour le point relatif à la remise en état et au nettoyage de l'environnement).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir reçu des offres de prestataires pour compléter le POI comprenant l'identification des produits de décomposition et leurs prélèvements en cas d'incendie.</p> <p>Dans l'attente d'un POI complété et à jour, l'écart C17 de la visite précédente est maintenu et reformulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 2 mois</p>

## N° 10 : Exercice d'évacuation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice d'évacuation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> [...]
<b>Constats :</b> C6 : L'exploitant n'a pas respecté de la périodicité maximale de 6 mois entre 2 exercices d'évacuation entre les 2 derniers exercices d'évacuation.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un compte rendu d'exercice d'évacuation réalisé le 10/02/2022. Aucune anomalie n'a été relevée lors de cet exercice. L'exploitant a présenté un compte rendu d'exercice d'évacuation réalisé le 19/12/2022. Aucune anomalie n'a été relevée lors de cet exercice.
L'exploitant doit être vigilant quant au respect de la périodicité maximale de 6 mois entre 2 exercices.
A noter que l'exploitant a précisé que lors des exercices d'évacuation, les 2 bâtiments du site sont évacués.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Exercice de défense contre l'incendie/exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie/exercice POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un compte rendu d'exercice de défense contre l'incendie réalisé le 07/04/2023. Ce compte rendu mentionne des pistes d'améliorations intégrées dans un plan d'actions par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1 et 5.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, flux thermiques et réserves d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 5.4.3 L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et, le cas échéant, en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis ci-dessus et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.  L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des éventuelles réserves d'émulseur, dans les conditions définies à ci-dessus.  Dans les installations nouvelles, les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m <sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers.  Cette prescription n'est pas applicable pour chacun des cas suivants : - lorsqu'un équipement peut être sollicité à distance par du personnel de l'exploitant formé à sa manoeuvre ; - lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées ; - lorsque la présence de l'équipement dans la cellule de liquides inflammables à l'origine de l'incendie est justifiée du fait de sa conception et de sa fonction vis-à-vis de la lutte contre cet incendie. [...]  Art. 4.1 [...] Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générées en cas d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les voies de circulation touchées par ces zones d'effets.
<b>Constats :</b> <b>C7 :</b> L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générés en cas d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les voies de circulation touchées par ces zones d'effets.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'une intervention avec le prestataire Bureau Veritas est prévue le 04/05/2023 afin d'établir les modélisations FLUMILOG. Aussi, les modélisations prescrites ne sont pas réalisées.  Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié, pour les installations à enregistrement ou autorisation, une étude des effets thermiques par la méthode FLUMILOG doit être réalisée et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, avant le 01/01/2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 13 : (ex Point 20)- Débourbeur/déshuileur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 1.6.4 annexe II AM 11/04/2017  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.  Art. 1.6.2 AP 10/12/2004  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux des voies de circulation et des parcs de stationnement) doivent, avant rejet, faire l'objet d'un prétraitement par un ou plusieurs dispositifs adaptés, notamment débourbeurs-deshuileurs à obturation automatique avant rejet au bassin filtrant de l'entreprise.
<b>Constats :</b> <b>C8 :</b> Le débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration n'est pas équipé d'un dispositif à obturation automatique. (ex C19).
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux de mise en place d'un dispositif d'obturation automatique du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration sont prévus en même temps que l'intervention de la société OLASS pour la mise en place du dispositif sur la vanne de barrage du bassin de rétention. Le devis présenté signé cité précédemment comprend cette intervention. L'intervention de la société OLASS est prévue pour fin avril 2023.
<b>Pour rappel, la disposition 1.4.b) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 est échue depuis le 07/01/2023 et n'est donc pas respectée à la date de la présente visite.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article Art. 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur-station service
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'air considéré, sans entraînement de liquides inflammables.  Un dispositif de collecte indépendant sera prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux de lavage, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.  Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.
<b>Constats : C9 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un séparateur d'hydrocarbures au niveau de la station de distribution de carburant muni d'un dispositif d'obturation automatique et distinct du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration. (ex C20)
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que des discussions sont en cours avec le bailleur sur le sujet. L'exploitant indique que la station service est utilisée par XPO service et que l'exploitation ICPE est portée par GXO LOGISTICS. GXO indique ne pas pouvoir mettre en place un plan d'action sans accord préalable du bailleur et de XPO service.  L'exploitant a indiqué vouloir procéder au déclassement de la station service (volume annuel débité en deçà du seuil de la déclaration pour la rubrique 1435) voire procéder à sa cessation d'activité.  Compte tenu de ce qui précède, le dispositif d'obturation automatique n'est en conséquence pas installé.  Aussi, le constat C20 de la visite précédente n'est pas soldé et <b>pour rappel, la disposition 1.4.c) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 échue depuis le 07/01/2023 n'est pas respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification protection foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b> <b>C10 :</b> A la date de la visite, l'exploitant n'a pas réalisé de vérification annuelle des dispositifs de protections contre la foudre depuis le 16/03/2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre du 12 et 16/03/2021 (bâtiment B1 et B4) réalisé par la société APAVE. Ce rapport mentionne qu'en l'absence de mise en place d'une sécurisation d'accès à la toiture du bâtiment B1, le prestataire n'interviendra plus.  L'exploitant ne justifie pas d'une vérification complète ou visuelle en 2022. L'exploitant a indiqué qu'une vérification complète est prévue le 21/04/2023.  En effet, l'exploitant a procédé à la mise en place d'une échelle à crinoline permettant la sécurisation de l'accès à la toiture du B1.  Compte tenu de ce qui précède, le jour de la visite, l'exploitant est en retard du contrôle annuel de vérification des dispositions de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 16 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre-2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification protection foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b> <b>C11:</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre compte tenu de l'absence de mention du test des paratonnerres à dispositifs d'amorçage et de la mention d'équipements installés mais non vérifiés puisque absents de l'étude technique foudre.
<b>Observations :</b> Après examen du rapport de vérification foudre du 16/03/2021, ce dernier mentionne que des éléments tels que des parafoudres ou des liaisons équipotentielles sont installés sur les équipements sans être mentionnés dans l'étude technique foudre (ETF du 10/05/2010 mentionné dans le rapport de l'APAVE) (mention « Non évoqué dans l'étude technique ».)  De plus, l'inspection n'a pas constaté la mention des tests des paratonnerres à dispositifs d'amorçage dans le rapport de vérification 2021.  En l'absence de mention de test des PDA et d'un contrôle de l'ensemble des éléments installés sur les installations à protéger contre la foudre, l'exploitant ne peut, en l'état, justifier d'une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.  L'exploitant doit vérifier si les dispositifs non vérifiés sont réellement absents de l'ETF. S'ils ne sont pas mentionnés, l'exploitant doit vérifier si ces derniers sont nécessaires à la protection contre la foudre. Le cas échéant, une nouvelle ETF devra être réalisée afin d'intégrer l'ensemble des dispositifs de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 17 : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des portes coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C12 :</b> L'exploitant est retard du contrôle annuel des portes coupe-feu. Il ne s'assure donc pas d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a examiné le sujet des portes coupe-feu (PCF) uniquement.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle 2021 et 2022 des portes coupe-feu (rapport incluant également le contrôle des BAES, DAD, détecteurs, batteries etc.) des bâtiments B1 et B4. Les contrôles ont été réalisés les 23/02/2021 et 10/03/2021 et du 12 au 24/03/2022.</p> <p>Les rapports mentionnent des anomalies de mise en conformité le jour de la visite pour les portes coupe-feu.</p> <p>A noter que le formalisme des rapports du prestataire SCUTUM consistant à reprendre le rapport de la visite précédente et en ré-écrivant de façon manuscrite les constatations de l'année en cours ne permet pas d'avoir un livrable de contrôle qui puisse être considéré comme d'une part autoportant et d'autre part présentant une fiabilité à justifier notamment concernant la traçabilité des anomalies constatées et leurs résorptions par le prestataire.</p> <p>Le contrôle annuel est en retard puisque le jour de la visite aucun contrôle de moins de 1 an n'a été réalisé depuis celui de 2022. L'exploitant a présenté un mail du 04/04/2023 du prestataire confirmant une intervention prévue du 19 au 21/04/2023.</p> <p>Enfin, un test de fermeture de la PCF n°14 située dans le bâtiment 4 entre les cellules A et B a été réalisé. Le test est concluant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 18 : Système d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité et vérification du système d'extinction incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de</p>

cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

**Constats : C13 :** En l'absence d'une justification de la vérification triennale de tous les points F, l'exploitant ne justifie pas de l'entretien régulier du système d'extinction automatique incendie conformément au référentiel en vigueur.

**Observations :** Pour rappel, seul le bâtiment B4 dispose d'un système d'extinction automatique.

L'exploitant a présenté :

- le certificat N1 (règle ASPAD R1) du 11/12/2007,
- le rapport de vérification Q1 (APSAD R1) du 01/08/2022 réalisé par la société EQUANS,
- le rapport de vérification Q1 (APSAD R1) du 21/12/2022 réalisé par la société EQUANS.

**A noter que l'exploitant doit être vigilant quant au respect des fréquences de contrôle semestriel prévues par la règle APSAD R1. En effet, le contrôle précédent celui du 01/08/2022 est daté du 24/01/2022. Plus de 6 mois se sont écoulés entre deux vérifications.**

Après examen des rapports Q1, ces derniers mentionnent des listes d'observations avec notamment des entretiens à réaliser.

L'exploitant a présenté un plan d'action pour chacune des observations. L'exploitant a indiqué à titre d'exemple que le thermoplongeur identifié dans le Q1 de décembre 2022 a été remplacé en janvier 2023. L'exploitant a précisé qu'il envisage de faire appel à un deuxième intervenant afin de vérifier la pertinence des observations.

De plus, l'inspection a constaté dans les rapports Q1 que les points F n° 1, 3, 4, 6 et 7 sont notés « non raccordé » et ne font état d'aucun test prévu tous les 3 ans par la règle APSAD R1.

Ces points F ne sont pas raccordés à l'extérieur ou sur une canalisation. Pour les tester, il est nécessaire de les raccorder via un flexible pour rejeter l'eau du test. Aussi, selon les rapports présentés, ces points F n'ont jamais été testés.

Les points F n°2, 5 et 8 ont été testés lors de la vérification datée du 12/01/2022.

L'exploitant a indiqué que le système d'extinction automatique est toujours approprié aux produits stockés (à la date de visite, stockage de matières combustibles ou solides/liquides inflammables).

Enfin, l'inspection a examiné les capacités des cuves sources du sprinklage et de la réserve de fioul des motopompes.

Le manomètre de la cuve de fioul mentionne une quantité de fioul d'environ 950 l sur 1000 l maximum.

Le manomètre de la source d'eau extérieure mentionne une hauteur d'eau de 7 mCE soit un volume utile contenu dans la cuve d'environ 462 m<sup>3</sup> (volume utile sur plaque de 429 m<sup>3</sup>).

Le manomètre de la source d'eau intérieure mentionne une hauteur d'eau de 3,4 mCE soit un volume utile contenu dans la cuve d'environ 39 m<sup>3</sup> (volume utile sur plaque de 33 m<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 19 : Système d'extinction incendie – Tests**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tests sprinklage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Test du Point F et de l'alarme associée  Test de la pompe jockey</p> <p>Point 13 annexe II AM 11/04/2017  Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de procéder aux tests de la pompe jockey et d'un point F.</p> <p><u>Test de la pompe jockey :</u>  Simulation d'une chute de pression dans le réseau du sprinklage. Pression initiale à 8,6 bar environ ; Déclenchement de la pompe jockey à 7,6 bar environ. Remontée en pression à 8,6 bar bar.</p> <p><b>Test concluant</b></p> <p><u>Test du point F n°2 :</u>  Pression initiale sur manomètre d'environ 9,2 bar.  Ouverture du robinet de purge vers l'extérieur.  Chute de la pression au manomètre, l'eau est bien rejetée au niveau du robinet extérieur.  Déclenchement du gong au niveau du poste dans le local sprinkler en moins d'une minute  Déclenchement de l'alarme incendie asservie au déclenchement du sprinklage  Dans le même temps enclenchement des motopompes et retour à la pression initiale après fermeture du robinet de purge du test</p> <p><b>Test concluant</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 20 : (ex Point 1)-Présence de groupes froids**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 557-14-1 et L. 557-28
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Soumission au suivi en service des équipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Art. R.557-14-1 du CE</p> <p>I. – Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des réceptifs à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :</p>

[...]

2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit  $PS \times V$  de la pression maximale admissible  $PS$  par le volume  $V$  est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels  $V$  est au plus égal à un litre et  $PS$  au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à :

- a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;
- b) 4 bars pour les autres récipients ;

[...]

Art. L.557-28 du CE

En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.

Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :

- 1° La déclaration de mise en service ;
- 2° Le contrôle de mise en service ;
- 3° L'inspection périodique ;
- 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;
- 5° Le contrôle après réparation ou modification.

Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.

**Constats : C14 :** L'exploitant ne justifie pas de la soumission au suivi en service des systèmes frigorifiques extérieurs installés entre les bâtiments B1 et B4. Le cas échéant, l'exploitant ne justifie pas d'une liste des équipements sous pression intégrant les systèmes frigorifiques sous pression soumis au suivi en service et l'exploitant ne justifie pas des contrôles périodiques de ces systèmes frigorifiques soumis au suivi en service.

**Observations :** Lors de la visite, l'inspection a examiné par sondage la plaque des systèmes frigorifiques extérieurs situés entre les bâtiments B1 et B4. A titre d'exemple pour le groupe froid n°81P00070, compte tenu d'une pression de service haute pression ( $PS_{HP}$ ) de 41,5 bar, le volume de R410A doit être de plus de 4,8 l ou 9 l pour la basse pression ( $PS_{BP}$  de 22,1 bar) pour être soumis au suivi en service. Aussi compte tenu de la quantité de fluide frigorigène (11,5 kg de R410A), cet équipement est probablement soumis au suivi en service au titre de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. L'exploitant doit notamment vérifier dans la documentation technique de ces groupes froid si ces derniers sont conçus selon la directive équipement sous pression (DESP) et ont fait l'objet lors de cette conception de l'intervention d'un organisme notifié (ON) compétent au titre de la DESP. A noter que lors de la visite, les groupes froids examinés mentionnaient l'apposition du numéro de l'ON n°0035.

Le cas échéant, cet équipement devra faire l'objet des contrôles périodiques prévus à l'article R. 557-28 du code de l'environnement déclinés dans le cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression version du 23/07/2020 reconnu par la décision du BSERR n°20-037 du 19/08/2020.

L'exploitant doit donc vérifier si d'autres groupes froids seraient soumis au suivi en service.

Enfin, les groupes froids soumis au suivi en service doivent être intégrés dans la liste des ESP du site.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de leurs suivis en service au titre des ESP et n'a pas été en mesure de justifier d'une liste ESP intégrant des groupes froids.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 21 :** (ex Point 1)-Présence de groupes froids contenant des fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle d'étanchéité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis préalablement à l'inspection un recensement des fluides frigorigènes présents sur site. L'exploitant détient 203,35 kg de fluide frigorigène R410A réparties dans divers systèmes frigorifiques.  L'exploitant a présenté les rapports de contrôle périodique d'étanchéité des équipements frigorifiques réalisés par la société LUBIN les 12/05/2022, 13/05/2022, 16/05/2022, 28/07/2022 et 05/01/2023. Par sondage, l'inspection a constaté que selon les quantités de fluides frigorigènes contenus les périodicités de contrôle varient entre 12 mois et 24 mois.  L'inspection n'a pas examiné dans le détail le contenu de l'ensemble des rapports de vérification de contrôle d'étanchéité. Aussi, l'inspection n'a pas établi d'écart relatif au contenu de ces rapports.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet